Mobilisation des professeurs contre la réforme Blanquer du lycée

jeudi 11 octobre 2018, par Denis COLLIN

Ci joint la motion adoptée par les professeurs du lycée Flaubert de Rouen en assemblée générale. La même motion a été adoptée au lycée Jeanne d'Arc avec FO et SNES ,au lycée Saint Saens avec FO et SNES et au lycée Claude Monet du Havre avec FO, SNES et SUD

Motion des professeurs du lycée Flaubert de Rouen réunis en Assemblée Générale le 25 septembre 2018 avec le soutien du SN-FO-LC et du SNES

Les réformes actuelles obéissent clairement à deux impératifs : répondre à l'injonction de la Cour des Comptes de « réduire le coût du lycée » (p.176), au moyen de « la réduction du volume d'instruction » et du « resserrement du champ des options dans la voie générale et des spécialités dans la voie professionnelle » (Cour des Comptes, La Situation et les perspectives des finances publiques, p.177). Il s'agit d'autre part pour le gouvernement de réduire de 120000 le nombre de fonctionnaires.

La réforme du lycée répond à une logique inacceptable de flexibilité et de rentabilité :

baisse des horaires d'enseignement (26h au lieu de 28h30 en seconde, 28h contre 30h en moyenne actuellement en 1ère)

hausse des effectifs du tronc commun : la fin des séries permet de mettre tous les élèves de la série générale dans une même classe.

pénurie des spécialités : dans un même bassin, elles n'auront pas à être présentes dans tous les établissements ; à la limite, une option pourra n'être présente que dans un lycée privé. Pour les lycées isolés, il sera même possible de diriger les élèves vers l'enseignement à distance. Cette pénurie organisée permettra d'augmenter au maximum les effectifs des options.

disparition annoncée des spécialités « arts » ainsi que « littérature et LCA », qui feront l'objet d'une répartition académique voire seulement nationale

le service des professeurs et leur poste dépendront des choix des élèves et donc de la capacité des enseignants à vendre leur discipline en seconde. C'est la mise en concurrence des disciplines.

mise en concurrence des lycées par leur offre d'enseignements de spécialité décidée par le Recteur.

une organisation du baccalauréat plus complexe : 18 épreuves en contrôle continu débuteront dès le second trimestre de 1 ère + 2 épreuves anticipées de français. Cette obsession de l'évaluation nous semble nuire à l'enseignement. De même, l'évaluation en début de seconde, entièrement informatisée, corrigée par un logiciel, sans aucune intervention des enseignants n'a aucun sens : devrons-nous à l'avenir n'évaluer les élèves que sur les compétences qu'un ordinateur peut tester ?

la fin du baccalauréat national puisqu'il dépend désormais des contingences locales. Quand les enseignants organisent les épreuves et corrigent leurs propres élèves, le ministre ne peut pas prétendre que le baccalauréat reste national et encore moins anonyme.

La conséquence directe est la suppression de milliers de postes et l'alourdissement de la charge de travail de chacun.

avec Parcoursup enfin, nous avons vu se mettre en place un système mal fait, mal préparé, qui ne résout en rien les inégalités sociales, qui favorise l'enseignement privé (de nombreux bacheliers sans affectation s'y sont tournés), et qui propose des affectations parfois totalement déconnectées des vœux des candidats. Toutes les disciplines sont maintenant brutalement soumises à une logique utilitariste. Dès la fin de la seconde, les élèves seront incités à « choisir » les disciplines et les « enseignements » dits de spécialité et à en éliminer d'autres, non pas en fonction de leurs goûts, mais pour préserver leurs chances d'obtenir une formation post bac « rentable » sur le marché de l'emploi. Cette logique marchande, purement utilitariste, est totalement contraire aux exigences d'un apprentissage libre et réfléchi des disciplines.

Parcoursup n'est pas seulement un dispositif technique au service de l'orientation des élèves, c'est une mécanique destinée à dénaturer le lycée, en le subordonnant à des impératifs économiques et sociaux étrangers à ce que doit être la finalité de l'école.

Nous attendons d'une réforme qu'elle lutte contre les inégalités, qu'elle offre à tous des chances de réussite et propose une offre diversifiée, garantie d'ouverture et d'épanouissement culturels et citoyens. Nous attendons d'une réforme qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un service public de qualité. Ce qui n'est pas le cas de celle que l'on nous impose.

Pour ces raisons nous considérons aujourd'hui que la revendication première doit être celle du retrait des réformes Blanquer et Vidal, à savoir la réforme du lycée ainsi que Parcoursup.

Le bac doit demeurer un examen national, anonyme ; il doit rester le 1er grade universitaire.